

Questionnaire

**pour les contribuables à profession
indépendante sans comptabilité commerciale**

Canton

Commune

N°

2014

IMPÔT CANTONAL ET COMMUNAL IMPÔT FÉDÉRAL DIRECT 2014

Veuillez nous renvoyer le présent questionnaire, dûment rempli et signé, avec la déclaration d'impôt (resp. dans les 15 jours, si vous avez déjà retourné la déclaration).

Obligation de conserver les documents et pièces justificatives et d'établir des relevés et des états selon la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (LFD):

Les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante doivent joindre à leur déclaration d'impôt les comptes annuels dûment signés (bilans et comptes de résultats) ou, si une comptabilité établie en la forme commerciale fait défaut, remettre des relevés et des états sur les actifs et les passifs, sur les recettes et les dépenses ainsi que sur les prélèvements et les apports privés (art. 125, 2^e al.). Les documents et pièces justificatives en rapport avec l'activité indépendante seront conservés pendant 10 ans (art. 126, 3^e al.).

N'indiquer d'une manière générale que **des montants entiers en francs**.

1. Détermination du chiffre d'affaires

- a) Recettes provenant de ventes de marchandises et de travaux exécutés (paiements des clients):

au comptant ou par mandat de poste/mandat de paiement

sur comptes postaux

sur comptes bancaires

par compensation avec des contre-prestations ou sous la forme de prestations appréciables en argent

- b) Prélèvements en nature faits dans l'entreprise:

pour le contribuable, sa famille et le personnel de maison (adultes, enfants)

pour les employés travaillant dans l'entreprise (personnes)

- c) Créances envers les clients à la fin de l'exercice

- d) Travaux en cours à la fin de l'exercice

Total

- e) Déduire:

Créances envers les clients au début de l'exercice

Travaux en cours au début de l'exercice

TVA

- f) **Chiffre d'affaires**

2. Coût des marchandises et matériaux utilisés

- a) Stock de marchandises et matériaux au début de l'exercice

- b) Paiements pour achats de marchandises et matériaux

- c) Dettes envers les fournisseurs à la fin de l'exercice

Total

- d) Déduire:

Stock de marchandises et matériaux à la fin de l'exercice

Dettes envers les fournisseurs au début de l'exercice

TVA (déduction de l'impôt préalable)

- e) **Marchandises et matériaux utilisés**

3. Bénéfice brut (chiffre 1 f, moins chiffre 2e)

4. Autres rendements commerciaux, p.ex. commissions, ristournes et rabais de fournisseurs, rendement d'immeubles faisant partie de la fortune commerciale (loyers, valeur locative du logement du contribuable dans sa propre maison, etc.):

5. Total des rendements commerciaux

6. Frais généraux (report du verso, chiffre 8r)

7. Revenu de l'activité à but lucratif indépendante (chiffre 5, moins chiffre 6) à reporter sous le chiffre correspondant de la déclaration

2014
Montant en francs

Montant en francs

- 2014

Installations 2014
(mobilier, machines etc.)

**Automobile
2014**

- +

+

100

—

Lieu et date

Signature _____

² Est considérée comme part de l'employeur, celle que le contribuable verse normalement en tant qu'employeur pour son personnel (c.-à-d. pour des tiers indépendants). Si un tel personnel n'existe pas, la moitié des cotisations personnelles est considérée comme part de l'employeur. La part privée restante après déduction de la part de l'employeur ainsi que la totalité des cotisations à des formes reconnues de la prévoyance individuelle liée (pilier 3 a) ne doivent pas être déduites dans le présent questionnaire mais dans la déclaration d'impôt.

³ La valeur locative des locaux commerciaux situés dans l'immeuble du contribuable compris dans sa fortune privée doit être déduite sous frais généraux de l'entreprise, afin d'obtenir finalement le revenu de l'activité à but lucratif indépendante, déterminant pour fixer les cotisations AVS. En revanche, cette valeur locative doit être indiquée dans la déclaration comme revenu provenant d'immeubles.

⁴ Selon Notice A 1995 concernant les amortissements sur les valeurs immobilisées des entreprises commerciales.